

## MESSAGE DU DGS DU 24 JUIN 2025 SUR LA SANTE GYNECOLOGIQUE AU TRAVAIL

Mesdames, Messieurs,  
Chèr-es collègues,

Les 22 et 31 mai 2024, en l'absence de cadre législatif national, le Conseil municipal de Strasbourg et le Conseil eurométropolitain ont adopté un dispositif expérimental visant à mieux prendre en compte la santé gynécologique au travail, pour une durée de deux ans.

Ce dispositif s'articulait autour de trois volets :

- Garantir autant que possible la continuité de l'activité des agent-es au travail, notamment par l'adaptation des horaires, la modulation du télétravail ou la prise en compte de ces enjeux dans les aménagements de postes et de locaux ;
- Mettre en œuvre un congé de santé gynécologique lorsque la pathologie de l'agent-e est incapacitante, sous la forme d'une autorisation spéciale d'absence (ASA) ;
- Communiquer et sensibiliser plus largement sur la santé gynécologique au travail, pour encourager le diagnostic des pathologies et diffuser l'information sur les solutions médicales existantes.

Le Tribunal administratif a annulé, par jugement du 24 juin 2025, le deuxième volet de ce dispositif, à la suite d'un recours initié par la Préfecture. En conséquence, à compter du 25 juin 2025, il ne sera plus possible de solliciter des ASA dans ce cadre. Cette suspension n'a pas d'effet rétroactif : les ASA déjà prises ne donneront lieu à aucune récupération.

Les exécutifs de la Ville et de l'Eurométropole réaffirment leur engagement en faveur de l'égalité professionnelle mais aussi de la santé des femmes au travail, et continueront à explorer toutes les voies possibles pour faire évoluer la législation et construire une solution durable.

Dans l'attente, les volets I et III du dispositif restent pleinement applicables.

Nous vous remercions pour votre attention et votre compréhension. Pour toute question, vos contacts RH habituels sont à votre disposition.

Bien cordialement,

*Bruno Koebel*  
Directeur général des services